

IRAK Un chef d'une milice chiite abattu lors d'une opération militaire à Diyala

Un chef de l'armée du Mahdi, une milice dirigée par le chef chiite radical Moqtada Sadr, a été abattu au cours d'une opération menée dimanche par les forces irakiennes soutenues par l'armée américaine, à Diyala, au nord-est de Bagdad, a-t-on annoncé hier de source militaire.

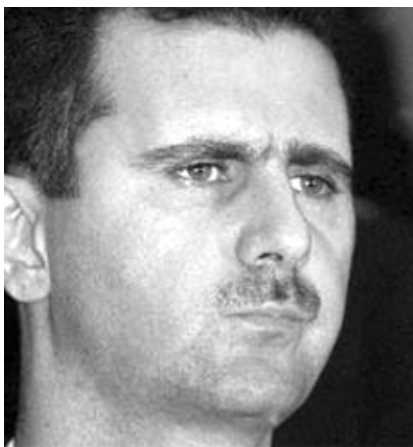
"Le suspect a été tué lors d'un raid mené par des forces irakiennes, accompagnées de conseillers américains afin de l'arrêter dans la province de Diyala", a précisé l'armée américaine dans un communiqué repris par des agences, ajoutant qu'un autre suspect a été arrêté sur les lieux.

Selon le texte, l'homme en question, dont le nom n'a pas été révélé, était soupçonné d'une série d'actes criminels, d'enlèvements et d'assassinats dans la région de Houaïder, au nord de Baaqouba", à 60 km au nord-est de la capitale irakienne.

Il était également accusé de "nombreuses attaques contre les forces irakiennes et de la Force multinationale dans la province de Diyala", poursuit le communiqué.

Le milicien chiite "a opposé une résistance au moment où les soldats ont tenté de l'arrêter". "Il portait une arme et l'a dirigé sur les soldats qui ont tiré, le tuant net", précise encore la même source.

Damas peut jouer "le rôle principal" contre les violences, affirme Al-Assad



Le président syrien Bashar al-Assad. Ph. : D. R.

Le président syrien Bashar al-Assad a estimé hier que la Syrie pouvait jouer "le rôle principal" pour mettre fin aux violences en Irak dans le cadre de négociations avec "toutes les parties en Irak et l'Amérique", lors d'un entretien avec la chaîne de télévision ABC. "Nous ne sommes pas l'unique et seul acteur, mais le principal acteur" pour mettre fin aux violences entre sunnites et chiites en Irak, a dit M. Assad, en soulignant "avoir de bonnes relations" avec toutes les parties. "Le problème en Irak est politique et discuter avec la Syrie signifie discuter avec toutes les autres parties à l'intérieur et à l'extérieur de l'Irak", a ajouté M. Assad, interviewé à Damas. "Notre rôle est de soutenir les différentes parties en Irak avec le soutien d'autres parties comme l'Amérique, ou tout autre pays dans le monde. C'est comme cela que nous pouvons arrêter la violence". "Nous n'attendons pas grand-chose (des Etats-Unis). Après près de quatre ans d'occupation, ils n'ont pas appris la leçon, ils n'ont pas commencé à discuter. Je pense qu'il est trop tard pour qu'ils aillent dans ce sens parce que les Irakiens sont en train de sombrer dans la guerre civile". "Cependant, nous avons peut-être encore une dernière chance pour commencer maintenant" à discuter. Les Etats-Unis "sont responsables de la situation politique. Ils n'ont prévu aucun plan politique pour l'Irak. Ils ne parlent que de envoyer plus ou moins de soldats. Ils ne parlent que de soldats et de pouvoirs, mais pas du processus politique", a-t-il ajouté. Washington accuse Damas d'ingérence en Irak et de laisser passer par sa frontière des combattants étrangers vers ce pays.

MOHAMED OULD SALEK, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA RASD :

«Le projet d'autonomie marocain est mort-né»

«Le projet d'autonomie proposé par le Maroc pour le règlement du conflit sahraoui est nul et non avenu, car son objectif essentiel est la confiscation du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.»

C'est en ces termes que Mohamed Salem Ould Salek, ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a exprimé le rejet, par son gouvernement et le Front Polisario, de l'initiative marocaine visant à régler «à la marocaine» le conflit du Sahara occidental. Dans une conférence de presse organisée hier dans les locaux de l'ambassade sahraouie à Alger, le chef de la diplomatie sahraouie a estimé que «le Maroc vient de franchir une étape très grave en voulant imposer de façon unilatérale un plan d'autonomie dans les territoires sahraouis occupés». «C'est non seulement une violation de la légalité internationale, mais un retour à la case départ», dira-t-il en réaffirmant «l'attachement de son peuple à son droit à l'autodétermination et à l'indépendance».

Pour Mohamed Salem Ould Salek, ce plan d'autonomie n'est qu'un moyen que le régime de Rabat utilise pour détourner l'opinion publique marocaine. «La négation du peuple sahraoui a engendré beaucoup de misère et de sacrifice et la monarchie féodale marocaine doit cesser son agression et mettre fin à sa politique expansionniste dont pâtissent les peuples sahraoui et marocain», a déploré le conférencier. Prenant à témoin l'opinion internationale, ce dernier a considéré que «le régime marocain est seul responsable des retombées néfastes de sa politique dans la région». Et au regard de l'entêtement du royaume alaouite à se conformer à la légalité internationale, le représentant de la RASD en appelle «au secrétaire général de l'ONU et au Conseil de sécurité pour faire pression sur le Maroc en vue de l'amener à honorer ses propres engagements». Des engagements pris en 1991 et en 1997 sous les auspices des Nations unies et qui consacrent le droit du peuple sahraoui à recouvrer son indépendance. Considérant qu'il n'y a

pas de «solution pacifique et politique au conflit du Sahara occidental sans consacrer le droit non négociable, du peuple sahraoui à l'autodétermination», Mohamed Salem Ould Salek a confirmé la volonté de son peuple à «poursuivre pacifiquement le combat contre l'occupant marocain» sans toutefois écarter l'option de la lutte armée. «Nous allons recourir à tous les moyens, même militaires s'il le faut, pour recouvrer notre indépendance. Le peuple sahraoui a de tout temps privilégié les solutions pacifiques, mais sa patience a des limites», a-t-il tenu à rappeler. Et c'est pour éviter «l'éclatement d'une guerre dans la région», que le ministre sahraoui lance un appel à la communauté internationale pour «intervenir en urgence». Dans ce contexte, interrogé sur le rôle de la France qui exerce une forte influence dans la région, Mohamed Ould Salek a émis l'espoir que «le successeur de Jacques Chirac comprendra que la stabilité du Maghreb dépend de la résolution du conflit au Sahara occidental». «Il y va de ses intérêts», a-t-il insisté.

Lotfi Mérad

OUVERTURE, SAMEDI A PARIS, DU 13^e MAGHREB

DU LIVRE

L'Algérie à l'honneur cette année

Cent vingt écrivains viendront sur deux jours, samedi 10 et dimanche 11 février, dédicacer leurs œuvres à ce salon du livre maghrébin, devenu au fil des ans incontournable. Parmi les nombreux livres de ce salon, deux sorties toutes récentes, éditées par *Le Soir d'Algérie* avec la toute nouvelle maison d'édition Lazhari Labter. Notre chroniqueur Hakim Laâlam avec ses chroniques très attendues de 2001 à 2006 et la journaliste ethnologue Rina Sherman, avec le non moins attendu témoignage sur le harcèlement par la presse bien pensante de feu son compagnon, le journaliste Didier Contant.

Hakim Laâlam dédicacera samedi à 11h30 le coffret de 6 volumes portant sur ses chroniques de 2001 à 2006. Une très belle coédition préfacée par le directeur du *Soir d'Algérie* Fouad Boughanem. Quant au deuxième ouvrage, il s'intitule «La huitième mort de Tibhirine» de Rina Sherman, édité simultanément en France aux éditions Tatamis. Ce livre, écrit par la compagne de feu Didier Contant et préfacé par Antoine Sfeir, offre, enfin, le témoignage sur le harcèlement sans pareil dont a été victime son compagnon, dont les conclusions sur son enquête sur l'assassinat des moines de Tibhirine a osé être à contre-courant des discours du «qui-tue-qui ?». Le 13^e Maghreb du livre c'est aussi des milliers de livres, des débats, des cafés littéraires, une rencontre courue par un nombre colossal de visiteurs

(ils étaient 6000 l'année dernière), grâce à l'association franco-maghrébine «Coup de soleil», créée en 1985 et qui regroupe des Français et Maghrébins de toutes origines. Ses initiateurs, dont Georges Morin, et les centaines d'intellectuels des deux rives qui en sont membres poursuivent inlassablement leur objectif consistant à mettre en valeur les apports des Maghrébins à la France et y réussissent chaque année un peu plus.

Ce 13^e salon présentera 1000 nouveaux ouvrages sur un total de 10 000, publiés en 2006 en France et consacrés au Maghreb ou aux problèmes d'intégration. Rencontres, tables rondes et hommages jalonnent les deux journées. Un hommage sera rendu dimanche à Pierre Vidal Naquet. Il sera

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

rendu par Geneviève son épouse, l'écrivain Josette Audin et l'avocat Jean-Jacques Felice. Dans la même journée, trois autres hommages seront rendus à l'écrivain et sociologue Abdelmalek Sayad, à André Mandouze et à l'éditeur Edmond Charlot.

Le Salon du livre maghrébin, c'est aussi des débats et tables rondes. Pour cette édition, une table ronde animée samedi par Hassen Remaoun, Sylvie Thénault, Karima Direche Slimani et Gilles Moncéron s'interrogera sur «l'écriture commune de l'histoire de France et du Maghreb». Pour la journée de samedi aussi, Mohamed Arkoun et Slimane Zeghdour évoqueront «l'existence ancienne d'un islam européen. Notre consœur Samia

Messaoudi, quant à elle, animera, en présence de nombreux intervenants un débat intitulé «Les femmes maghrébines, facteur d'intégration ?». La presse maghrébine n'est pas en reste. Autour du journaliste Maati Kabbal, Omar Belhouche, Daniel Junqua et Chris Ksikes débattront de la liberté d'expression au Maghreb. Enfin «la littérature algérienne à l'épreuve des langues» est un autre volet des débats qu'a pris en charge le journaliste Djillali Benchikh, entouré de Zineb Ali-Benali, Wassiny Laredj, Youcef Nacib et Khaoula Taleb-Ibrahimi. Deux journées donc extrêmement chargées mais qui ne manquent pas d'intérêt.

K. B.-A.

Pub